

Une croissance au ralenti au premier trimestre

Un PIB de plus de 238 milliards de dirhams à fin mars

Kawtar Tali
ktali@aujourd'hui.ma

Le ralentissement de la croissance économique se confirme au premier trimestre.

L'économie nationale a évolué durant les trois premiers mois de l'année à un rythme moins soutenu que la même période de l'année précédente. Le Haut-Commissariat au Plan (HCP) note dans ce sens une croissance de l'ordre de 3,2% contre 3,5% observée au premier trimestre 2017. Une évolution qui reste tirée par la consommation finale des ménages et l'investissement et ce dans un contexte d'une inflation maîtrisée et d'un besoin de financement croissant. C'est ce que l'on peut relever en gros de la note d'information sur la situation économique nationale élaborée par le département d'Ahmed Lahlimi. En volume, le Produit intérieur brut a atteint les 238,48 milliards de dirhams à la même période de l'année précédente. Hors agriculture, le PIB se situe au premier trimestre autour de 206,50 milliards de dirhams contre 199,96 milliards de dirhams une année auparavant, soit une ventilation positive de l'ordre de 3,3%. Le Produit intérieur brut en valeur se chiffre à 272,57 milliards de dirhams contre 259,94 milliards de dirhams, soit une progression de l'ordre de 4,9%.

L'industrie et le tertiaire sauvent la mise

Au moment où le secteur primaire affiche un ralentissement, les activités non agricoles ont connu une croissance soutenue durant les trois premiers mois de l'année. En effet, la valeur ajoutée de l'activité agricole ne s'est améliorée que de 2,7% durant le premier trimestre contre 14,8% enregistré à la même période de l'année précédente. La valeur ajoutée de la pêche est estimée à 5% contre une baisse de 4,3% une année plus tôt. A cet effet, le secteur primaire aurait évolué durant le premier trimestre 2018 de 2,7% contre 13% l'année dernière. La valeur ajoutée du secteur secondaire s'est nettement redressée durant le premier trimestre. Le HCP relève dans ce sens une progression de l'ordre de 4,1% contre 0,7% enregistrée à la même période de l'année passée. Cette hausse relève de l'amélioration des valeurs ajoutées



de l'ensemble des branches d'activités, en l'occurrence l'industrie d'extraction (16,6%), l'électricité et eau (7,8%), les industries de transformation (3,2%) et le bâtiment et travaux publics (0,4%). Le tertiaire a également affiché une bonne dynamique au premier trimestre. Ceci se traduit par une augmentation de 3% de la valeur ajoutée du secteur suite à l'amélioration des activités liées au commerce (4,5%), les services financiers et assurances (3,3%), les postes et télécommunications (2,5%) ainsi que les services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale (0,2%). En parallèle, un ralentissement de la croissance a été observé au niveau des hôtels et restaurants (6,7% contre 9,9%), du transport (3,6% au lieu de 3,8%), des services rendus aux ménages et aux entreprises (2,9% au lieu de 3,5%) et des services rendus par l'administration publique générale et la sécurité sociale (3,1% contre 3,7%).

La demande intérieure freinée par les échanges extérieurs

Bien qu'elle ait évolué au même rythme que l'année dernière, la demande intérieure a tiré la croissance économique, toutefois elle a été freinée par les échanges extérieurs. Le Haut-Commissariat au Plan observe dans sa note d'information une consolidation de

Les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues à un rythme modéré grim pant de 3% au lieu de 5%, contribuant ainsi pour 1,8 point à la croissance au lieu de 2,9 points.

la demande intérieure qui a affiché au titre des trois premiers mois un accroissement de l'ordre de 4,7% avec une contribution de l'ordre de 5,1 points à la croissance économique. Les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues à un rythme modéré grim pant de 3% au lieu de 5%, contribuant ainsi pour 1,8 point à la croissance au lieu de 2,9 points. La consommation finale des administrations publiques a augmenté pour sa part de 2% au lieu de 1,6% au premier trimestre de l'année précédente. De son côté, l'investissement brut (formation brute de capital fixe et variation de stocks) a enregistré une hausse remarquable au premier trimestre. Il est passé de 6,2 à 9,7% à fin mars 2018. Sa

contribution à la croissance a été portée à 2,9 points contre 1,8 point une année plus tôt. Par ailleurs, les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution négative à la croissance. Ils se sont situés à 1,9 point au lieu de 1,5 point le même trimestre de l'année précédente. Selon le HCP, les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 6,8% durant le premier trimestre 2018 contre 7,3%, avec une contribution à la croissance de 2,5 points au lieu de 2,6 points. Les importations ont, pour leur part, connu un accroissement de 9,6% au lieu de 9,4%, avec une contribution négative de -4,4 points au lieu de -4,1 points l'année précédente. Rappelons que le besoin de financement de l'économie a continué d'augmenter. Il est passé à 5% du PIB après avoir été de 4,2% au premier trimestre 2017. A cet effet, le revenu national brut disponible a progressé de 5,3% au premier trimestre 2018 au lieu de 3,7% l'année précédente. Ceci résulte d'une augmentation de 13,1% des revenus nets reçus du reste du monde au lieu d'une baisse de 5,7% durant le premier trimestre 2017. Compte tenu de l'accroissement de 4,3% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 4% enregistré une année auparavant, l'épargne nationale s'est située à 28,8% du PIB au lieu de 27,9%.